

Réfugiés : la deuxième odyssee

2/3

MIGRATION

La Belgique s'est-elle donné les moyens d'intégrer ses réfugiés ? Pendant plusieurs semaines, cinq étudiants de l'ULB en master de journalisme ont rencontré des dizaines de réfugiés, experts et acteurs de terrain pour faire le point sur « l'après ». Après la crise, après l'accueil, lorsqu'il s'agit de trouver sa place dans la société.

« Un stage de quatre mois chez Ikea vaut toujours mieux qu'une expérience de »

Le défi de l'intégration

On a parlé – beaucoup – des arrivées de réfugiés depuis 2015, une crise à laquelle les mouvements de populations inédits en provenance d'Ukraine font largement écho. Le temps de la gestion de crise a laissé place à l'époque à un défi plus profond, moins spectaculaire : celui de l'intégration. Qu'en est-il sept ans plus tard ?

Pendant plusieurs semaines, cinq étudiants de l'ULB en dernière année de master en journalisme se sont intéressés au vécu des réfugiés arrivés depuis 2015 dans le Royaume. S'appuyant sur la trentaine de témoignages recueillis, ainsi que sur l'expertise de 40 experts et acteurs de terrain, ils ont créé un jeu en ligne proposant à l'internaute de se mettre dans la peau d'un réfugié fraîchement reconnu. Comment trouver un logement lorsqu'on n'a encore aucun revenu ? S'inscrire à un cours de langue à deux heures de transports en commun en journée n'est-il pas trop risqué alors qu'on cherche d'urgence un travail ? Mais quel travail trouver quand on ne maîtrise pas la langue ? Sans parler du petit qui n'ira pas se chercher tout seul à l'école. Faut-il accepter cet appartement insalubre, quand on est à court d'options ? Si la guerre se poursuit, les dizaines de milliers de réfugiés ukrainiens arrivés en Belgique ne tarderont pas à être confrontés aux mêmes dilemmes, aux mêmes défis : apprendre la langue, trouver un emploi, un logement... trouver sa place.

Des articles et reportages présentés ici dans une série en trois volets viennent approfondir certaines thématiques : le bon filon que représentent les réfugiés pour des propriétaires peu scrupuleux, les dommages psychologiques provoqués par des procédures à rallonge sur une population déjà extrêmement fragilisée par les expériences de guerre et de persécution, le difficile apprentissage des langues et l'obligation pour beaucoup de faire le deuil de leurs compétences lorsqu'il s'agit de trouver un travail. Ce projet a été encadré par les journalistes du Soir Guillaume Derclaye et Lorraine Kihl, ainsi que par Gabrielle Romain (ULB). L.K.

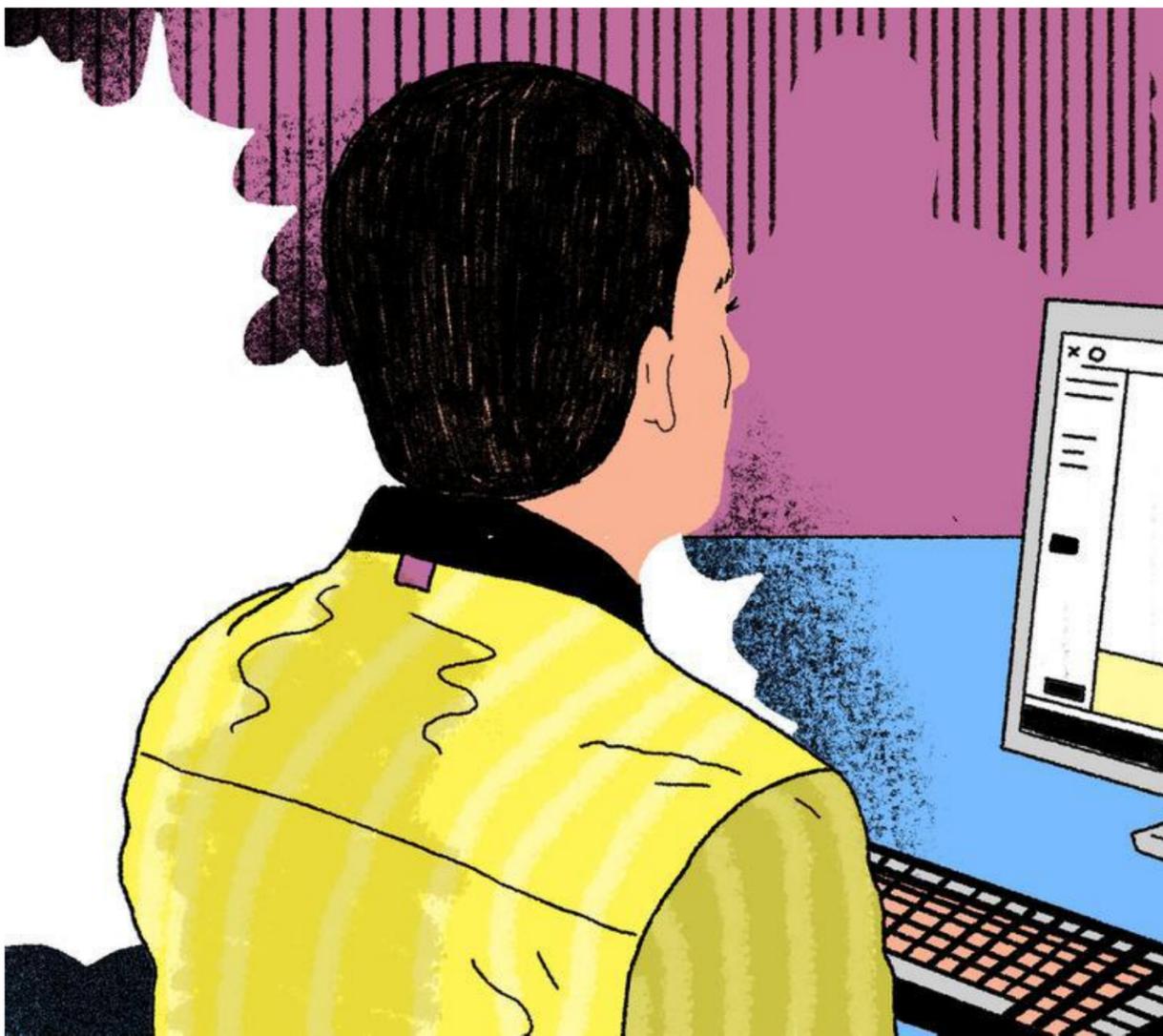
L'initiative d'Ikea « Travailler et grandir ensemble » propose aux réfugiés d'intégrer ses équipes après un stage rémunéré. Le projet met malgré lui en lumière la grande détresse que connaissent ces personnes face au marché du travail, souvent contraintes de faire le deuil de leurs expériences antérieures.

MAX BOUILLARD (ST.)

José Sanchez range tranquillement les couvercles, les marmites et les casseroles. La cuisine, c'est son rayon : « Je fais en sorte que tout soit propre, impeccable, que les allées soient bien rangées pour les clients. » Arrivé d'un Venezuela en crise politique en 2015, il avoue avoir retrouvé dans les allées du magasin Ikea de Mons le calme et la stabilité qui lui manquaient. Le quadragénaire participe à l'initiative « Travailler et grandir ensemble » depuis novembre dernier. Le projet, entamé en janvier 2021, a pour objectif d'insérer des réfugiés dans les équipes du magasin de meubles suédois. Deux sessions de stages de quatre mois ont déjà été proposées, et la troisième, à laquelle José participe, est en cours.

D'abord cantonnés au département logistique et au rayon « bonnes affaires », les bénéficiaires travaillent maintenant dans six départements, entre la vente, la logistique et la cuisine. L'initiative était restreinte aux magasins de Mons et Gand, elle s'est étendue au fil des sessions à d'autres succursales, celles de Zaventem, Anderlecht et Hasselet. En Belgique, 51 personnes participent ou ont participé au programme. 16 d'entre elles se sont déjà vu proposer un CDD ou un CDI. Mais la formation de quatre mois constitue en soi une étape décisive pour l'employabilité des réfugiés qui y participent. L'initiative se révèle être un franc succès, mais elle souligne malgré elle les difficultés pour ce public. Trouver un travail dans un nouveau pays est un vrai combat.

Abdelali Hammout est responsable du service de guidance socioprofessionnelle de l'ASBL Convivial, qui a pour objectif de favoriser l'insertion des réfugiés et plus généralement des primo-arrivants en Belgique. Pour lui, le premier obstacle est la barrière de la langue : chercher les offres, lire les annonces, se présenter à un entretien d'embauche, négocier un contrat et un salaire. Cette première difficulté fait des réfugiés un public fragile au moment de chercher un emploi, mais aussi lorsqu'ils travaillent. Avant Ikea, José Sanchez travaillait dans la restauration. Il estime que la langue l'a empêché de négocier un contrat convenablement : « C'était souvent 13, 14, 15 heures de travail par jour et c'était difficile de suivre. Ici, j'ai des horaires qui me permettent de passer plus de temps avec ma famille. »



Pour Convivial, « ce qui était très intéressant, c'est qu'Ikea ne demandait aucun prérequis de diplôme ou de langue, ce qui est très rare dans les initiatives de ce type ». L'association a collaboré en présélectionnant des candidats et les managers sur place se sont débrouillés : « Pour les entretiens, on a communiqué comme on a pu, avec même des gestes et des petits dessins », indique Alice Moyon, responsable des ressources humaines du magasin de Mons.

Un apprentissage au contact des autres

Au travail, ceux qui avaient déjà quelques notions ont pu aller au contact des clients, dans la vente en rayon par exemple. Les quelques difficultés d'expression ont été comblées grâce au soutien de leurs collègues, « toujours bienveillants, prêts à venir m'aider si je n'arrive pas à conseiller un client », appuie José Sanchez. Il estime qu'il a énormément progressé depuis son arrivée au magasin hainuyer : « Mon niveau de français ? C'était zéro ! »

Ceux qui ne parlaient pas un mot de la langue de Molière ont été dirigés vers des fonctions où les échanges verbaux sont moins nécessaires, généralement ceux de la logistique. M. Hammout estime aussi qu'ils ont pu bénéficier de la diversité déjà présente au sein des équipes de l'enseigne jaune et bleu : « A Anderlecht par exemple, je suis convaincu que la diversité a aidé : si tes collègues parlent ta langue maternelle et le français, ça te fait énormément progresser et un Syrien qui ne parle qu'arabe peut déjà s'en sortir un peu avec les arabophones présents dans le magasin. »

Faire reconnaître ses diplômes...

La langue ne fait pas tout. Edgar Col-

menares est arrivé du Venezuela il y a quatre ans. Lui a vécu en Belgique pendant sa jeunesse et maîtrise le français et l'anglais. Il les enseignait dans son pays d'origine. Mais la connaissance de trois langues n'a pas suffi. « J'ai d'abord cherché dans mon domaine, mais on me disait : "Oui mais ici qu'est-ce que tu as fait ?" Les diplômes à l'étranger ne font rien. » Après une procédure d'asile de près de deux ans, il n'a rien trouvé de mieux qu'un contrat de travail article 60. Ce type de contrat, financé par le CPAS, permet de travailler bénévolement pour une ASBL le temps d'accéder au chômage.

Finalement, c'est sur l'ensemble de son parcours de formation qu'Edgar Colmenares a dû faire une croix. Faire reconnaître ses qualifications en Belgique relève de l'épopée. Certaines professions sont réglementées, surtout dans les domaines médicaux ou juridiques. Il est quasiment impossible d'y accéder sans reprendre des études supérieures. Pour les autres professions, ce n'est pas forcément plus facile : la procédure d'équivalence de diplôme prend entre deux et quatre mois, et peut coûter jusqu'à 700 euros entre les traductions de documents et le traitement du dossier. Les réfugiés reçoivent des aides qui peuvent faire baisser ce coût. Mais il n'y a aucune garantie : les (nombreux) documents demandés impliquent de solliciter des administrations souvent en déliquescence dans le pays d'origine. De quoi décourager les requérants. En 2020, en Fédération Wallonie-Bruxelles, 98 % des demandes ont trouvé une issue favorable. Mais la statistique masque l'effet de filtre en amont : il n'y a eu que 61 demandes. Bien peu en comparaison des 448 demandeurs d'emploi identifiés par Actiris à Bruxelles, qui sont réfugiés et qui ont

acquis un diplôme du supérieur à l'étranger.

... et son passé

Aujourd'hui dans une position plus stable, Edgar Colmenares résume avec amertume ces difficultés : « Un stage de quatre mois chez Ikea vaudra toujours mieux qu'une expérience de 13 ans au Venezuela... »

Il a aussi eu des soucis pour repasser le permis de conduire. Si pour lui, le faire en français n'est pas un problème, il reconnaît que « financièrement aussi, c'est difficile ! Sauf que pour trouver un emploi, même à Bruxelles, c'est toujours mieux de l'avoir ».

Chez Ikea, Edgar Colmenares a pu, lors de son stage, se former au métier de vendeur et sa supérieure hiérarchique loue son « sens du contact ». S'il ne souhaite plus quitter le métier, c'est avant tout pour l'état d'esprit de l'entreprise : « Ici, dès le premier jour, on est considéré comme un collaborateur comme les autres : on reçoit les mêmes formations, on a les mêmes tâches, les collègues sont bienveillants. » Il s'est vu proposer un CDI au magasin de Mons où il est toujours vendeur et apprécie le contact humain qu'il a avec les clients. Il a pu jouir d'une stabilité nouvelle : « Quand vous cherchez un logement, ce n'est pas la même chose de dire qu'on a juste un revenu du CPAS ou qu'on travaille chez Ikea. Quand on trouve un travail avec une expérience valable, c'est une clé qui ouvre pas mal de portes. »

Quelles motivations pour Ikea ?

Le groupe suédois s'est fixé l'ambition d'embaucher 80 réfugiés stagiaires sur trois ans. « L'objectif n'est pas de mettre la pression sur les bénéficiaires : ils viennent se greffer à une équipe complète, ne remplacent personne. Ça leur